

MAI 1968

Prérévolutionnaire ou simple update sociétal ?

Robert Mertzig

À l'heure où les repères se perdent au sein de la gauche et du mouvement ouvrier (et de la société en général d'ailleurs), il faut remettre à l'ordre du jour et en mémoire le vrai Mai 68, celui des étudiants et de la jeunesse en révolte, et surtout celui de la grève générale la plus longue de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Il faut se souvenir de cette immense convergence entre révoltes, résistances, grèves et luttes internationales de cette année 68, dont le Mai français n'a été qu'un des sommets, et qui trouvera de multiples échos pendant les années à venir, les si bien nommées « années 1968 ». L'heure n'est pas à la commémoration passéiste, mais aux analyses affinées et regards lucides, aux leçons à tirer pour les combats et urgentes résistances d'aujourd'hui et de demain. En France, en Europe et au-delà.

Leur Mai et le nôtre

Selon des perspectives soit personnelles, soit « psychanalytiques », soit « sociologiques », « Mai 68 devait être compris comme l'affirmation du statu quo, une rébellion au service du consensus, une révolte géné-

rationnelle de la jeunesse contre les raideurs structurelles qui bloquaient la nécessaire modernisation culturelle de la France. En réinsérant la rupture dans une logique du même, et en renforçant les identités des systèmes et des groupes qui permettent la reproduction des structures sociales, la version officielle de l'après-68 a servi les intérêts des sociologues, tout comme ceux des militants repentis désireux d'exorciser leur passé, même si l'autorité revendiquée par ces deux groupes diffère radicalement. Les ex-leaders prétendent fonder leur discours sur leur expérience personnelle et s'appuient sur ces données pour nier ou déformer certains aspects clés de l'événement. À l'inverse, les sociologues ont recours à des structures et à des mécanismes abstraits, à des moyennes et à des quantifications, et élaborent des typologies construites sur des oppositions binaires - le tout étant bien évidemment fondé sur une méfiance viscérale vis-à-vis des enquêtes de terrain. En dépit de leurs prétentions contradictoires, les deux groupes ont travaillé de concert pour établir les codes déshistoricisés et dépolitisés qui servent à interpréter Mai 68 de nos jours ». (Kristin Ross, « Mai 68 et ses vies ultérieures », éditions Complexe et Le Monde

diplomatique, Paris, 2008.) Toutes ces analyses biaisées, empruntant les méthodes de la doxa culturelle dominante, évitent ou sciemment occultent la question essentielle : l'analyse de la situation potentiellement prérévolutionnaire de Mai 68 en France et les leçons stratégiques à en tirer. La notion même de la nature d'une crise révolutionnaire (d'où d'ailleurs logiquement celle de la nature de l'État), les notions de stratégie d'émancipation, de double pouvoir et d'auto-organisation sont pour ces « analystes » de grandes inconnues. Analystes post-Mai dont la plupart d'ailleurs n'ont jamais vécu un mouvement ou une grève de masse (et y ont encore moins participé).

« Sous la plage, la grève »

C'est bien l'affrontement violent avec les forces policières répressives du pouvoir gaulliste, avec les fameux CRS bien connus des ouvriers comme briseurs de grèves et de manifestations, qui lance la plus vaste et la plus longue grève générale du mouvement ouvrier français. Les barricades en sont le symbole, ramenant à la surface les moments souvent occultés de la tradition ouvrière la plus glorieuse, souvent tragique mais néces-

saire, des grèves, des soulèvements, des mouvements insurrectionnels du passé. Et d'autant plus qu'en janvier de cette année, il y eut les barricades ouvrières à Caen.

« Sous les pavés, la plage », pouvait-on lire sur les murs du Quartier latin. « Sous la plage, la grève », rappelle joliment Jacques Kergoat, un des acteurs et analyste pointu de Mai 68. Rappel qui n'est pas inutile, puisqu'en mai et juin 1968, la France a connu la plus importante grève générale de son histoire, en nombre de grévistes (entre 8 et 10 millions) et en durée (mai-juin). Avec des occupations d'usines et, parfois, des comités de grève élus ! Et pourtant, alors que la mémoire collective associe spontanément juin 1936 à la grève générale, ce n'est pas le cas de mai et juin 1968, pour lesquels on parle plutôt des « événements », selon un euphémisme inventé dès 1968 et exemplaire dans sa façon de camoufler ce qui est pourtant manifeste.

Crise potentiellement prérévolutionnaire

La grève paralyse la production, sape l'autorité, libère les énergies. L'État, bafoué, semble suspendu dans les airs. Ses grands commis, reclus



PHOTO : EPA

dans les préfetures, les administrations, les ministères, ne sont plus ni informés, ni consultés, ni obéis. L'appareil étatique n'embraye plus sur la société civile. Il y a « vacance du pouvoir ». Mais il faut bien que le pays vive. Si le gouvernement ne rétablit pas très vite la situation, c'est-à-dire avant tout s'il n'amorce pas la reprise généralisée du travail, une administration informelle, parallèle, indépendante de lui, liée aux partis et syndicats ouvriers, voire aux comités de grévistes ou aux structures d'auto-organisation encore balbutiantes, risque de se mettre en place, ne serait-ce que pour répondre aux besoins élémentaires de la population. Se profile le spectre de la dualité de pouvoir.

Face à cette situation où les contours d'une autre société et d'une auto-organisation de type Commune de Paris, anticapitaliste, commençaient à se dessiner, les directions traditionnelles du mouvement ouvrier, dont le PCF fut la composante dominante, étaient à la limite disposées à ramasser le pouvoir gouvernemental, si le chef de l'État perdait la tête ou si le gouvernement démissionnait. Il n'était nullement décidé de le lui disputer par la mobilisation des masses, même si près de 10 millions de grévistes le souhaitaient et si les im-

menses potentialités du mouvement en esquisaient les axes stratégiques. Comme il s'était précipité sur l'os des accords de Grenelle, le PCF se précipitait sur le mou des élections générales que lui jetait le pouvoir aux abois. Ce qui impliquait, au sein même du mouvement ouvrier, manœuvres, intimidations, appels, démobilisations entreprise par entreprise, vaines promesses pour garantir le retour à l'ordre... gaulliste. Avec, comme résultat, les immenses espoirs déçus et la démoralisation subséquente.

Les « années 1968 »

Mai 68 est loin d'être une affaire strictement franco-française. De ce point de vue aussi, c'est un événement global, international, un moment de convergence des résistances et des révoltes. On en parlerait bien différemment s'il ne faisait pas écho non seulement aux usines occupées hérissées de drapeaux rouges, mais aussi à l'offensive du Têt de février 1968 au Vietnam, au Printemps de Prague, à l'agitation des étudiants polonais, à la révolte de la jeunesse pakistanaise, au mouvement anti-guerre aux États-Unis, aux dernières braises de la révolution culturelle en Chine, au massacre de Tlatelolco et

aux poings levés gantés de noir sur le podium olympique. 1968 est donc la date symbolique d'un instant propice où l'édifice despotique du stalinisme révélait ses lézardes, où les luttes antibureaucratiques à l'Est, les révolutions coloniales en Algérie, en Indochine, en Palestine, dans les colonies portugaises semblaient pouvoir se lier aux mobilisations ouvrières en France et en Italie.

Durant les cinquante dernières années, cette accumulation - génération après génération, mais crise après crise - de nouveaux cadres politiques et organisationnels, d'acquis théoriques et militants a permis, dans bien des cas, d'affronter les nouvelles donnes des vastes changements intervenus (la massive contre-réforme libérale, l'implosion du bloc bureaucratique et la mondialisation) et de survivre pendant les périodes les plus difficiles, de revivre quand la situation le permettait et de joindre de nouvelles forces. Au Luxembourg, la génération soixante-huitarde, plongeant dans un désert stratégique théorique ou programmatique, a dû, pendant les années 1970, essayer de balayer des structures et pensées ultraprovinciales, datant parfois du 19e siècle (anticléricalisme interclassiste notamment) et d'introduire un

marxisme un tant soit peu cohérent, non institutionnel, vivant, vraiment internationaliste et une stratégie anticapitaliste agissante ; ce n'est plus le cas actuellement, du moins pas structurellement ou programmatiquement.

En conclusion : Mai 68, héritage impossible ? Certes non, mais c'est aux héritiers de savoir hériter... Une approche élémentaire, sui generis pour ainsi dire, est bien sûr d'analyser Mai 68 en termes de contradictions sociales, de rapports de production, d'analyse de la nature de l'État, de luttes des classes et d'autoactivité des salarié-e-s. Et non pas pendant de savants colloques ou de fallacieux débats où le docte académisme historisant ou psychanalysant côtoie les aficionados des « typologies sociologiques »... Il ne faut être dupe : c'est le militantisme d'aujourd'hui qui au mieux permet de comprendre celui d'hier et inversement. Mémoire figée, mémorialisante et muséale d'une part ou mémoire militante de l'autre...